

Le chef de l'État se veut « l'ami des grandes religions de France »

Nicolas Sarkozy veut reconnaître aux religions une place plus importante dans le débat public.

NICOLAS SARKOZY en convient lui-même, son approche « ouverte » de la laïcité est assez « singulière » dans la classe politique française. C'est une autre forme de rupture.

Jeudi dernier, le président s'est ainsi rendu rue Barbet-de-Jouy, au siège de l'archevêché de Paris, pour une réception donnée à l'occasion de l'élévation de M^r André Vingt-Trois au rang de cardinal. Celui qui est aussi le président de la conférence des évêques de France l'a souligné en accueillant son hôte : depuis 1905, seul François Mitterrand a effectué une visite de ce type, en 1983, après que le cardinal Lustiger a eu reçu sa propre barrette rouge.

Devant les quelque 250 invités venus pour la plupart des chancelleries, Nicolas Sarkozy a expliqué qu'il s'était « toujours détourné d'une vision agressive et sectaire de la laïcité ». Pour lui, toutes les forces vives de la nation doivent pouvoir s'exprimer dans la sphère publique, y compris « celles qui portent un engagement spirituel ». « Pourquoi seraient-elles les seules à qui on contesterait le droit de donner une opinion ? », s'est interrogé celui qui souhaite par ailleurs une représentation « des grands courants spirituels » au sein du Conseil économique et social. Ce soir-là, le président parlait sans prendre de risque « sous le contrôle » du ministre de l'Intérieur en charge des cultes, Michèle Alliot-Marie, qui partage cette vision ouverte de la laïcité.

« N'ayez pas peur ! »

Ces convictions, Sarkozy dit qu'elles viennent du temps où il était ministre de l'Intérieur, entre 2002 et 2004. De ces années, est né un livre d'entretiens avec un philosophe, Thibaud Collin, et un dominicain, Philippe Verdin (1). Ils lui ont été présentés par Emmanuelle Mignon, celle-là même qui, aujourd'hui, outre ses fonctions de directeur de cabinet du chef de l'État, fait office de conseiller sur les affaires religieuses.

Ces pages parlaient d'un rapport positif du fait religieux à l'État avec des expressions personnelles et totalement décomplexées, plutôt originales. L'homme politique

savait que la question spirituelle était sortie du domaine de l'intime. Et qu'il lui fallait se saisir de cette réalité pour la border ou l'organiser dans le cas de l'islam, pour surfer aussi sur les valeurs positives véhiculées. « N'ayez pas peur ! », a-t-il ainsi lancé et répété aux jeunes lors d'une campagne présidentielle où il n'a pas hésité à faire de Jean-Paul II la figure qu'il « admirait le plus » et à vanter le « long manteau de cathédrales qui couvre la France ».

« Besoin du dialogue »

Nicolas Sarkozy, après son élection, n'a pas varié dans sa considération du rôle positif joué par les composantes religieuses. S'adressant ainsi le mois dernier aux orthodoxes – par la voix du préfet de Paris, Pierre Mutz – réunis à l'occasion du 40^e anniversaire de la fondation de leur comité interépiscopal, le président l'a bien dit : « Vous aurez toujours avec moi (...) quelqu'un qui a besoin du dialogue avec les grands courants spirituels de notre pays et qui compte sur vous. » Pragmatique, il explique : « Je suis l'ami des grandes religions de France, l'ami de tous les courants de foi et de pensée qui considèrent que la vie ne se résume pas à la recherche du gain, du pouvoir et de la réussite (...), l'ami de ceux qui pensent qu'il existe une différence entre le bien et le mal. »

Certains dossiers n'en restent pas moins litigieux entre l'État et les cultes. Brice Hortefeux, ministre de l'immigration, s'est ainsi fendu d'une lettre aux évêques pour tenter de renouer le dialogue après les critiques de nombre d'entre eux à propos de la loi sur le regroupement familial et, surtout, les tests ADN. Par ailleurs, en octobre, dans une homélie aux responsables politiques, l'archevêque de Paris a pointé la volonté maintes fois répétée par le président de favoriser le travail le dimanche, s'interrogeant sur les conséquences, non seulement religieuses mais surtout familiales et sociales d'une telle mesure. Ce même M^r Vingt-Trois qui, face aux déclarations du candidat Sarkozy sur la prédestination génétique des pédophiles, avait très clairement expliqué sur RTL qu'il s'agissait d'une « défaite de la conception de la liberté humaine et de la dignité de l'homme ».

SOPHIE DE RAVINEL

(1) *La République, les religions, l'espérance*, éditions du Cerf, 2004.



www.yslhomme.com

Olivier Martinez par Sam Taylor-Wood

L'HC
WESSA

SENSUEL